

SÉANCE RÉGULIÈRE DU 1er OCTOBRE 2025

À une séance régulière du conseil municipal tenue le 1^{er} octobre 2025 au lieu ordinaire des sessions dudit conseil à dix-neuf heures.

Présents(e): MM. Christian Gendron Mme Marie-Claude Samuel
 Yanick Godon
 Benoit Magny
 Roger Marceau
 Hugo Massicotte

Formant quorum sous la présidence de monsieur Christian Gendron, maire, six personnes assistent à la réunion. Monsieur François Hénault, directeur général et greffier-trésorier, est également présent.

25-10-01
ADOPTION DE L’ORDRE DU JOUR

Il est proposé par M. Yanick Godon, appuyé par M. Benoit Magny et résolu à l’unanimité des conseillers d’adopter l’ordre du jour. **ADOPTÉE**

25-10-02
ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU MOIS DE SEPTEMBRE

Il est proposé par M. Marie-Claude Samuel appuyé par M. Benoit Magny et résolu à l’unanimité des conseillers d’adopter le procès-verbal du mois de septembre et que le directeur général soit dispensé d’en faire la lecture. **ADOPTÉE**

25-10-03
ADOPTION DES COMPTES À PAYER ET DÉBOURSÉS DU MOIS DE SEPTEMBRE

Il est proposé par M. Hugo Massicotte, appuyé par M. Roger Marceau et résolu à l’unanimité des conseillers d’adopter les comptes du mois de septembre. **ADOPTÉE**

<u>FOURNISSEURS</u>	<u>MONTANT</u>
<u>COMPTES A PAYER ET DÉBOURSÉS 2025-10-01</u>	
<u>SALAIRES NETS</u>	25 407.97 \$
<u>CHÈQUES ÉMIS DURANT LE MOIS</u>	
MOISSON MAURICIE	114.00 \$
PETITE CAISSE	159.49 \$
ROXBORO EXCVAVATION	20 834.63 \$
<u>CHÈQUES À ÉMETTRE</u>	
ANDRÉ BOUVET LTÉE	497 295.73 \$
ANDRÉA COSSETTE	18.99 \$
FADOQ	750.00 \$
MAUDE ROY	242.50 \$
<u>PRÉLÈVEMENTS À ÉMETTRE</u>	
ADN COMMUNICATION	154.14 \$
AEBI SCHMIDT	1 275.17 \$
CAMIONS GLOBOCAM TR	2 002.58 \$
RETRAITE QUEBEC	768.13 \$
CONSTRUCTION CMA	43 565.56 \$
CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF	838.11 \$
EMCO CORPORATION	1 252.56 \$
ENTREPRISES REN-EAU	7.00 \$
ENTREPRISES RIVARD ET FRERE	1 264.73 \$
EUROFINS ENVIRONNEX	1 000.86 \$
FORMATION PREVENTION SECOURS	294.34 \$
FRANCOIS DUSSEAULT ARCHITECTE	10 922.63 \$
GAETAN MATHON	350.10 \$
GROUPE CLR	172.41 \$

HYMEC	105.72 \$
CINTAS	194.18 \$
SERVICE MATREC	229.96 \$
M. CHRISTIAN GENDRON	324.00 \$
MI-CONSULTANT	287.44 \$
MINISTRE DU REVENU DU QUEBEC	9 907.42 \$
MINISTRE DES FINANCES	71 084.00 \$
LOUIS LAVALLEE	36.00 \$
MUNICIPALITÉ DE BATISCAN	442.00 \$
MUNICIPALITÉ DE BATISCAN- ERREUR SIPC	1 825.00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-PROSPER	275.00 \$
MUNICIPALITÉ DE ST-STANISLAS	2 070.00 \$
SANIMONT ENVIRONNEMENT	2 223.03 \$
PARALLÈLE 54	45 006.63 \$
PROTECTION INCENDIE CFS	33.34 \$
LES PEINTURES ROBERT DUPONT	6 199.45 \$
RECEVEUR GÉNÉRAL	3 634.91 \$
SYNDICAT LOCAL	95.58 \$
SCFP SYNDICAT	124.99 \$
SIGNOPLUS	234.00 \$
SLM EQUIPEMENT	59.42 \$
ARTELIA	669.50 \$
TECHNI-CONSULTANT	2 017.81 \$
TREPANIER PIECE D'AUTO	1 209.71 \$
VOLH	66.23 \$
XYLEM	3 419.71 \$
<u>PRÉLÈVEMENTS AUTOMATIQUES</u>	
BELL	213.14 \$
COGECO	536.68 \$
CLUB SOCIAL	63.00 \$
DESJARDINS SECURTIE FINANCIÈRE	263.06 \$
DESJARDINS ASSURANCE COLLECTIVE	3 723.91 \$
HYDRO-QUEBEC	7 839.09 \$
RREMQ	3 564.70 \$
MASTERCARD COSTCO	107.37 \$
SERVICE DES INCENDIES	54.00 \$
VISA DESJARDINS	4 321.78 \$
<u>PRÉLÈVEMENT ÉMIS DURANT LE MOIS</u>	
TROIS-RIVIÈRES MARINE	34 492.50 \$
TOTAL A PAYER	815 645.89 \$

AVIS DE MOTION

DÉLIBÉRATIONS

25-10-04
CONCERNANT L’ASSUJETTISSEMENT DES LOTS NO 5 914263, 5 919 264, 6 528,045, 6 528 046, 5 617 855, 5 617 954, 5 618 002, 5 619 178, 5 619 108, 6 595 544, 5 617 986, 5 617 832, 5 617 853 DU CADASTRE DU QUÉBEC, CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE CHAMPLAIN, AU DROIT DE PRÉEMPTION

CONSIDÉRANT que les articles 1104.1.1 et suivants du *Code municipal* permettent et encadrent l’exercice d’un droit de préemption sur des immeubles par la Municipalité;

CONSIDÉRANT que la Municipalité a adopté le *Règlement #500-02-09-25 sur le droit de préemption visant à identifier le territoire assujetti et les fins municipales pour lesquelles les immeubles peuvent être acquis* (ci-après le « Règlement |500-02-09-25»);

CONSIDÉRANT que le Règlement #500-02-09-25 vise l'ensemble du territoire de la Municipalité;

CONSIDÉRANT qu'aux termes du Règlement #500-02-09-25, la Municipalité peut exercer son droit de préemption sur un immeuble faisant partie du territoire assujetti, aux fins municipales qui y sont indiquées;

CONSIDÉRANT QUE conformément au Règlement #500-02-09-25, la Municipalité souhaite donc assujettir les lots nos 5 914263, 5 919 264, 6 528,045, 6 528 046, 5 617 855, 5 617 954, 5 618 002, 5 619 178, 5 619 108, 6 595 544, 5 617 986, 5 617 832, 5 617 853 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Champlain, à l'exercice d'un droit de préemption par la Municipalité, aux fins municipales susmentionnées;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Yanick Godon, appuyé par M. Benoit Magny et résolu à l'unanimité des conseillers :

QUE la Municipalité assujettisse les lots nos 5 914263, 5 919 264, 6 528,045, 6 528 046, 5 617 855, 5 617 954, 5 618 002, 5 619 178, 5 619 108, 6 595 544, 5 617 986, 5 617 832, 5 617 853 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Champlain, à l'exercice d'un droit de préemption par la Municipalité aux fins municipales suivantes :

- 1° Habitation;
- 2° Environnement;
- 3° Espace naturel, espace public, terrain de jeux, accès à l'eau et parc;
- 4° Équipement collectif;
- 5° Activité communautaire;
- 6° Développement économique local conformément au chapitre III de la *Loi sur les compétences municipales* (chapitre 47.1);
- 7° Infrastructure publique et service d'utilité publique;
- 8° Transport collectif;
- 9° Conservation d'immeuble d'intérêt patrimonial;
- 10° Réserve foncière.

QUE l'assujettissement des lots susmentionnés au droit de préemption de la Municipalité soit valide pour une période de 10 ans à compter de l'inscription de l'avis d'assujettissement au registre foncier conformément à l'article 1104.1.3 du *Code municipal du Québec*;

QUE les avocats de la Municipalité, du cabinet Tremblay Bois Avocats, soient mandatés afin d'entreprendre et de mener à terme les démarches requises pour assujettir l'immeuble susmentionné à l'exercice du droit de préemption par la Municipalité, pour les fins municipales indiquées à la présente résolution.;

QUE les deniers nécessaires aux fins de la réalisation de la présente résolution soient puisés à même le fonds général de la Municipalité.

Christian Gendron, maire

François Hénault, directeur général et greffier-trésorier

25-10-05

COMMANDITE À LA FADOQ

Il est proposé par Mme Marie-Claude Samuel, appuyé par M. Hugo Massicotte et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer une commandite de 750.00\$ à la FADOQ de Ste-Geneviève pour 2025-2026. **ADOPTÉE**

25-10-06

COMMANDITE AU FONDS COMMUNAUTAIRE DES CHENAUX

Il est proposé par M. Roger Marceau, appuyé par M. Yanick Godon et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer une commandite de 250.00\$ au Fonds communautaire des Chenaux pour le service sac d'école 2026. **ADOPTÉE**

25-10-07

CONTRAT À PARALLÈLE 54 POUR SERVICES PROFESSIONNELS EN INGÉNIERIE CIVILE ET SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LE DOSSIER DE LA PATINOIRE

Il est proposé par M. Hugo Massicotte, appuyé par M. Benoit Magny et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer le contrat à Parallèle 54 pour services professionnels en ingénierie civile et surveillance de chantier pour le dossier de la patinoire à taux horaire. **ADOPTÉE**

25-10-08

CONTRAT À DONALD LAVOIE POUR SERVICES PROFESSIONNELS EN INGÉNIERIE PLANS ET STRUCTURE POUR LE DOSSIER DE LA PATINOIRE

Il est proposé par Mme Marie-Claude Samuel, appuyé par M. Roger Marceau et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer le contrat à Donald Lavoie pour services professionnels plan et structure pour le dossier de la patinoire au coût de 4 000\$ plus les taxes applicables. **ADOPTÉE**

25-10-09

CONTRAT À ATKINS REALIS POUR SERVICES PROFESSIONNELS CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX POUR LE DOSSIER DE LA PATINOIRE

Il est proposé par M. Yanick Godon, appuyé par M. Benoit Magny et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer le contrat à Atkins Realis pour services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux pour le dossier de la patinoire à un taux horaire. **ADOPTÉE**

25-10-10

APPROBATION DU BILAN D'ÉCONOMIE D'EAU POTABLE

Il est proposé par M. Roger Marceau, appuyé par M. Hugo Massicotte et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver le Bilan d'économie d'eau potable. **ADOPTÉE**

25-10-11

CONTRAT À SEL FRIGON POUR L'ABRASIF D'HIVER EN SEL

Il est proposé par M. Hugo Massicotte, appuyé par M. Yanick Godon et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer le contrat d'abrasif d'hiver en sel à Sel Frigon au coût de 89\$/tonne livrée pour ±120 tonnes. **ADOPTÉE**

25-10-12

CONTRAT À TRANSPORT DBY INC. POUR L'ABRASIF D'HIVER EN SABLE

Il est proposé par M. Benoit Magny, appuyé par M. Roger Marceau et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer le contrat d'abrasif d'hiver en sable à DBY inc. au coût de 5.75\$/tonne, livraison en sus, pour ± 1 000 tonnes. M. Hugo Massicotte déclare travailler pour DBY inc. **ADOPTÉE**

25-10-13

CONTRAT À DESSUREAULT/ST-ARNAUD POUR LE DÉNEIGEMENT DES RUES DU VILLAGE 2025-2026

Il est proposé par Mme Marie-Claude Samuel, appuyé par M. Yanick Godon et résolu à l'unanimité des conseillers d'attribuer le contrat de déneigement des rues du village 2025-2026 au taux horaire de 145\$. **ADOPTÉE**

25-10-14

DÉCISION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS EN VERTU DES POUVOIRS QUI LUI SONT CONFÉRÉS PAR L'ARTICLE 90.5 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS RELATIVEMENT À LA GRÈVE DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES

ATTENDU QU'une élection générale municipale doit avoir lieu le 2 novembre 2025;

ATTENDU QUE le 25 septembre 2025, le syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a déclenché une grève nationale et que Postes Canada cessera ses activités pendant cette grève;

ATTENDU QUE l'article 126 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2) prévoit que le président d'élection doit faire parvenir un avis d'inscription à chaque personne inscrite sur la liste électorale et un avis d'absence d'inscription à chaque adresse où aucun électeur n'est inscrit;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 173 de cette loi, le président d'élection peut faire distribuer une carte de rappel à l'adresse de chaque personne inscrite sur la liste électorale et que celui-ci doit le faire dans le cas d'une municipalité de 20 000 habitants ou plus;

ATTENDU QUE les articles 126 et 173 de cette loi obligent la transmission d'un document physique contenant les renseignements prescrits;

ATTENDU QU'il est de la responsabilité de chaque président d'élection d'informer adéquatement les électeurs, et que par conséquent il y a lieu de leur permettre d'utiliser d'autres moyens pour communiquer les informations prescrites;

ATTENDU QUE l'article 90.5 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* prescrit que, lorsqu'une disposition de la loi ne concorde pas avec les exigences de la situation à la suite d'une erreur, d'une urgence ou d'une circonstance exceptionnelle, le directeur général des élections peut adapter cette disposition pour en réaliser la fin;

ATTENDU QUE le directeur général des élections a informé la ministre des Affaires municipales de la décision qu’il entend prendre;

EN CONCÉQUENCE, il est proposé par M. Yanick Godon, appuyé par M. Roger Marceau et résolu à l’unanimité des conseillers :

QUE le directeur général des élections, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l’article 90.5 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, décide d’adapter les articles 126 et 173 de la loi de la façon suivante :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente décision;
2. Le président d’élection est autorisé à communiquer les renseignements prescrits aux articles 126 et 173 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* par tout moyen qu’il juge approprié, suivant les directives du directeur général des élections. **ADOPTÉE**

25-10-15

ENTENTE AVEC LA FABRIQUE DE STE-GENEVIÈVE CONCERNANT L’ACQUISITION DES LOTS 6 528 046, 5 619 338 ET 5 619 340.

ATTENDU QUE l’immeuble « salle communautaire » à été acquis de la Fabrique de la Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan ci-après appelé la Fabrique le 24 janvier 1980 sous le numéro d’enregistrement 277467;

ATTENDU QUE cette cession affectait uniquement l’immeuble et non le fonds de terrain, lequel demeurant la propriété de la Fabrique;

ATTENDU QUE le contrat de cession du 24 janvier 1980 incluait un article « bail » d’une durée de 25 ans, échéant en 2005, lequel a par la suite été reconduit d’année en année;

ATTENDU QU’UNE entente est intervenue entre la Municipalité et la Fabrique en 2023 « Entente d’utilisation non exclusive du lot 6 528 046 » afin de permettre l’utilisation de la partie COTÉ OUEST non prévu au contrat de 1980, comme stationnement;

ATTENDU la proposition d’achat reçu de la Fabrique le 1er août 2025 visant les lots 6 528 046, 5 619 338 et 5 619 340;

ATTENDU les négociations intervenues entre la Municipalité et la Fabrique;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par M. Hugo Massicotte, appuyé par M. Yanick Godon et résolu à l’unanimité des conseillers :

QUE la Municipalité procède à l’acquisition des lots 6 528 046, 5 619 338 et 5 619 340 au prix de 92 000\$;

QUE les frais légaux soient à la charge de l’acquéreur;

QUE l’« Entente d’utilisation non exclusive du lot 6 528 046 » sera d’office annulée au terme de cette acquisition;

QU’une démarche de modification au zonage pour le lot no 5 617 855 soit réalisée afin de modifier l’usage permis dans la zone 119CR;

QUE le maire et le directeur général soient autorisés à signer tous les documents en rapport à l’acquisition. **ADOPTÉE**

25-10-16

FERMETURE DE L’ASSEMBLÉE

Il est proposé par M. Hugo Massicotte, appuyé par M. Benoit Magny et résolu à l’unanimité des conseillers de fermer l’assemblée à 20 h 00. **ADOPTÉE**

Le maire a renoncé à exercer son droit de veto à l’égard de l’ensemble des résolutions.

Christian Gendron, maire
général

François Hénault, directeur